

BE-A0525_724690_808409_FRE

Inventaire des archives de la Commune de Rivière. Dépôt 2024 (1791-1977 (1980))



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	12
Organisation.....	13
Archives.....	13
Historique.....	13
Acquisition.....	15
Contenu et structure.....	16
Contenu.....	16
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	16
Finances et fiscalité.....	16
Patrimoine.....	17
État civil.....	17
Population.....	17
Élections.....	18
Affaires militaires.....	18
Travaux publics.....	19
Enseignement.....	19
Bienfaisance ou assistance publique.....	19
Culte.....	20
Langues et écriture des documents.....	20
Sélections et éliminations.....	20
Accroissements / compléments.....	20
Mode de classement.....	21
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	23
I. Généralités.....	23
A. Conseil communal.....	23
1 - 5 Registres aux délibérations. 1919-1976.....	23
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	23
6 - 10 Registres aux délibérations. 1897-1976.....	23
C. Publication et affichage des règlements et arrêtés.....	23
D. Registres et/ou répertoires concernant les enquêtes publiques ("de commodo et incommodo").....	24
E. Répertoire des actes.....	24
F. Correspondance générale.....	24
15 - 30 Registres-indicateurs de la correspondance. 1920-1976.....	24
G. États généraux, enquêtes et statistiques générales.....	25
H. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	25
32 - 41 Dossiers relatifs aux litiges et actions en justice. 1931-1976.....	25
II. Organisation et personnel.....	27
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	27
B. Organisation et membres des organes politiques.....	27

1. Conseil communal.....	27
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	27
3. Bourgmestre.....	28
52 - 54 Dossiers individuels des bourgmestres. 1942-1946.....	28
C. Organisation des services.....	28
D. Personnel des services.....	28
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	28
2. Dossiers du personnel administratif et technique.....	29
62 - 67 Dossiers individuels des secrétaires communaux. 1919-1974.....	29
3. Dossiers du personnel ouvrier.....	29
4. Dossiers du personnel enseignant.....	29
70 - 81 Dossiers individuels du personnel enseignant intérimaire et provisoire. 1897-1905, 1947-1976.....	29
82 - 89 Dossiers individuels du personnel enseignant. 1898-1977.....	30
5. Dossiers du personnel de police.....	31
90 - 92 Dossiers individuels des gardes champêtres. 1921-1976.....	31
III. Patrimoine.....	32
A. Généralités.....	32
B. Biens immobiliers.....	32
96 - 107 Dossiers relatifs aux acquisitions. 1827-1829, 1906-1970.....	32
96 - 98 Acquisitions pour les écoles. 1827-1829, 1906, 1933.....	32
99 - 102 Acquisitions pour le réseau de distribution d'eau. 1907-1911, 1969-1970.....	32
103 - 107 Emprises pour travaux de voirie. 1924-1968.....	32
108 - 117 Dossiers relatifs aux locations. 1829-1836, 1864, 1883-1976.....	33
118 - 161 Dossiers relatifs aux aliénations. 1862-1980.....	34
118 - 138 Ventes de parcelles à des fins diverses. 1862-1974.....	34
139 - 140 Ventes à la SA Ciments Meuse-Brabant. 1892-1900, 1922, 1933.....	35
141 - 161 Terrains destinés à la construction d'habitations. 1931-1980.....	35
164 - 165 Dossiers relatifs aux ventes de bois. 1895-1976.....	37
IV. Finances et fiscalité.....	39
A. Comptabilité du secrétariat.....	39
1. Budgets et annexes.....	39
175 - 181 Budgets annuels. 1811-1813, 1816-1827, 1931-1976.....	39
2. Emprunts.....	39
3. Subventions des autorités supérieures.....	39
4. Placements.....	39
B. Comptabilité du receveur.....	40
1. Registres de comptabilité.....	40
185 - 187 Livres-journaux de caisse. 1940-1948.....	40
188 - 210 Grands-livres des dépenses. 1940-1951, 1953-1962, 1972.....	40
211 - 233 Grands-livres des recettes. 1940-1950, 1953-1962, 1972-1973..	41
234 - 241 Grands-livres des recettes et dépenses. 1963-1967, 1969, 1974, 1975.....	43
2. Comptes et pièces justificatives.....	43
264 - 268 Comptes annuels. 1931-1976.....	43
242 - 263 Pièces justificatives aux comptes. 1955-1976.....	44
3. Entrée en fonction du receveur.....	45
269 - 270 Comptes de fin de gestion. 1865, 1919.....	45
C. Impositions et taxes.....	46
1. Impôts communaux.....	46
271 - 281 Dossiers relatifs aux taxes. 1941-1976.....	46

2. Impôts d'État.....	46
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	47
V. État civil.....	48
A. Généralités.....	48
B. Cimetières et funérailles.....	48
C. Autres documents.....	48
VI. Population.....	49
A. Registres et mouvements de la population.....	49
297 - 302 Registres de la population. 1901-1980.....	49
303 - 308 Index des registres de la population. 1901-1980.....	49
310 - 311 Registres des entrées. 1894-1976.....	50
312 - 313 Registres des sorties. 1894-1976.....	50
B. Recensements et autres états de la population.....	50
C. Cartes d'identité et passeports.....	50
D. Étrangers.....	50
VII. Élections.....	52
A. Listes électorales et listes dérivées.....	52
323 - 365 Listes des électeurs pour les élections générales, provinciales et communales. 1896-1976.....	52
B. Révision des listes électorales.....	54
C. Dossiers des élections.....	55
370 - 400 Dossiers des élections communales. 1854-1976.....	55
401 - 408 Dossiers des élections législatives et provinciales. 1936, 1939, 1958-1974.....	57
VIII. Affaires militaires et guerres.....	58
A. Service militaire.....	58
409 - 462 Dossiers relatifs aux levées de milice. 1923-1976.....	58
465 - 466 Registres des militaires en congé illimité. [1921]-1973.....	61
B. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	62
C. Guerres et conséquences.....	62
485 - 486 Registres des cartes de ravitaillement. 1956-1970.....	63
IX. Ordre et sécurité publics.....	64
A. Police.....	64
1. Personnel.....	64
2. Fonctionnement quotidien en général.....	64
490 - 492 Livrets de service du garde champêtre. 1960-1962.....	64
3. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics.....	64
4. Missions de police administrative concernant la sécurité publique.....	64
5. Missions de police judiciaire.....	65
B. Service d'incendie.....	65
X. Santé publique.....	66
A. Services communaux.....	66
B. Exécution des tâches communales.....	66
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	66
505 - 507 Registres des vaccinations. 1883-1976.....	66
508 - 510 Dossiers relatifs aux campagnes de vaccination. 1943-1972.....	66
2. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	66
3. Analyse de l'eau potable.....	67
4. Contrôle de la salubrité des habitations et logements.....	67
5. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	67
515 - 517 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour l'installation	

de chaudières, moteurs et appareils électriques. 1866, 1884-1888, 1909-1929.....	67
518 - 532 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour l'établissement de manufactures, ateliers de fabrication et autres installations industrielles. 1879, 1891-1902, 1922-1931, 1949-1977.....	67
533 - 541 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour des dépôts d'explosifs. 1902, 1912, 1924-1937, 1947-1974.....	69
542 - 551 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour l'établissement de garages, stations de distribution d'essence et ateliers de mécanique automobile. 1923-1970.....	69
552 - 557 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour l'établissement d'autres installations considérées comme dangereuses, insalubres ou incommodes. 1936, 1965-1974.....	70
558 - 575 Dossiers relatifs aux demandes d'autorisation pour l'établissement de dépôts de mazout et de gaz. 1955, 1966-1976.....	71
560 - 561 1967.....	71
563 - 567 1973.....	71
568 - 570 1974.....	72
571 - 573 1975.....	72
574 - 575 1976.....	72
6. Autres préoccupations concernant l'environnement.....	72
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	73
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	73
1. Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux.....	73
578 - 579 Dossiers relatifs aux travaux de réparation à la maison communale. 1969-1970.....	73
2. Bâtiments scolaires.....	73
3. Bâtiments affectés aux sports, divertissements, activités pour la jeunesse et tourisme.....	74
4. Bâtiments du culte.....	74
588 - 591 Dossiers relatifs aux travaux à l'église paroissiale. 1846-1866, 1896-1912, 1966-1971.....	74
592 - 593 Dossiers relatifs aux travaux du presbytère. 1851-1885, 1927-1929.....	74
5. Cimetières.....	74
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	75
1. Généralités.....	75
2. Voirie communale et vicinale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	75
602 - 612 Dossiers relatifs aux travaux d'amélioration. 1870, 1901-1905, 1921-1925, 1939-1956, 1971-1980.....	75
613 - 618 Dossiers relatifs aux travaux de création et modification de voirie. 1878, 1906-1909, 1951-1969.....	76
619 - 623 Dossiers relatifs aux travaux d'entretien et de réfection des chemins communaux. 1890, 1946-1965.....	76
3. Voirie nationale.....	77
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	77
1. Cours d'eau non navigables.....	77
2. Cours d'eau navigables.....	78
D. Services d'utilité publique.....	78
1. Distribution d'eau.....	78
644 - 646 Dossiers relatifs aux travaux d'aménagement des captages d'eau. 1923-1939.....	79

653 - 654 Dossiers relatifs à l'amélioration du nouveau réseau. 1970-1976.	79
2. Distribution d'électricité.....	80
3. Éclairage public.....	80
4. Téléphone.....	80
5. Radio et télévision câblées.....	80
6. Transports en commun.....	81
E. Aménagement du territoire.....	81
1. Plans de secteur.....	81
2. Plans communaux.....	81
3. Permis de bâtir.....	81
4. Permis de lotir.....	82
F. Protection des monuments et sites.....	82
XII. Enseignement.....	83
A. Généralités.....	83
B. Cadre général.....	83
C. Organisation.....	83
D. Équipement, personnel et finances.....	83
E. Obligation scolaire.....	83
F. Activités scolaires et parascolaires.....	84
XIII. Culture, sports et divertissements.....	85
XIV. Économie.....	86
A. Agriculture et sylviculture.....	86
B. Élevage.....	86
C. Industrie et artisanat.....	86
D. Commerce.....	86
XV. Affaires sociales.....	88
719 - 720 Livres de caisse de la Société mutualiste "Les Montagnards prévoyants". 1895-1942.....	88
XVI. Relations avec la fabrique d'église de la Sainte-Trinité.....	89
A. Personnel.....	89
B. Patrimoine.....	89
C. Finances.....	89
732 - 736 Budgets annuels. 1931-1976.....	89
737 - 741 Comptes annuels. 1931-1976.....	90

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune de Rivière. Dépôt 2024

Période:
1790 - 1977

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0525.974

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:
Commune de Rivière, 1800 - 1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de moins de 30 ans ou de plus de 30 ans mais non librement communicables en raison de restrictions légales liées par exemple à la protection de la vie privée et des données à caractère personnel sont communicables moyennant une autorisation du Collège communal. Les archives de plus de 30 ans et sans restriction légale sont librement communicables. Les archives de plus de 100 ans sont réputées ne plus contenir de données à caractère personnel sur des personnes vivantes et sont donc librement communicables.

Pour les registres de la population et les registres des étrangers clos depuis moins de 120 ans, seuls des extraits, des certificats ou des listes de personnes peuvent éventuellement être délivrées moyennant une autorisation écrite du Collège communal. Les registres clos depuis plus de 120 ans sont communicables à des fins généalogiques ou historiques ou d'autres fins scientifiques.

Pour plus d'information, veuillez consulter le portail www.arch.be.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans. Pour les registres de moins de 120 ans, une autorisation du Collège communal est nécessaire.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Rivière

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des "municipalités de canton". Entre 1795 et 1800, Rivière dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Bouvignes-sur-Meuse, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Rivière devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Dinant¹.

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur, et des arrondissements administratif et judiciaire de Dinant. Rivière relève par ailleurs du canton de milice de Dinant à partir de 1817, puis de Dinant-B à partir de 1870, d'Anhée à partir de 1903 et enfin de Dinant à partir de 1913².

Rivière est une commune située sur un coude de la Meuse, sur la pointe sud de la forêt de la Marlagne, à équidistance de Namur et Dinant. Son territoire de 264 hectares³, très accidenté, se caractérise par la présence d'un dénivélé abrupt entre la rive et le plateau dit "Tienne de Rouillon", "Mont Pelé" ou simplement "les Tiennes". Ce relief est interrompu au nord par le vallon du Burnot, un ruisseau coulant d'ouest en est et qui marque la frontière avec la commune de Profondeville avant de se jeter dans la Meuse. La boucle du fleuve longe le territoire communal à l'est et au sud. À l'ouest, le ruisseau de Castagne marque la limite avec la commune voisine d'Arbre.

Outre le village de Rivière même, établi en bord de Meuse, on compte le hameau du Burnot, qui longe le ruisseau, et celui de Bois Laiterie situé sur les hauteurs des "Tiennes". Il faut signaler que Rivière contient un nombre considérable de lieudits, dont la graphie a beaucoup varié et dont les origines et les contours sont plus ou moins flous. Le cas le plus notable est celui de Bois Laiterie, qui a pu s'orthographier entre autres Boilaitrie ou Boislaitri.

Le village de Rivière est traversé par la route reliant Namur à Dinant. Il concentre donc naturellement les activités sociales, religieuses et commerciales de la commune.

1 VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963)*, Louvain, 2000, vol. 2, p. 1277.

2 Idem, vol. 3, p. 1577.

3 DE SEYN E., *Dictionnaire historique et géographique des communes belges*, Turnhout, s.d., vol. 2, p. 1122.

Pendant longtemps, l'économie locale repose essentiellement sur l'exploitation des bois qui couvrent la majorité des terres, souvent inadaptées aux cultures. Le petit élevage remplace bien souvent l'agriculture sur les versants du plateau. Pour autant, la commune n'est pas demeurée exclusivement agricole : la région est connue depuis longtemps pour ses gisements métalliques et ses carrières. Dès son origine, la commune connaît une activité industrielle le long du Burnot, qui constitue une excellente source d'énergie mécanique. Des forges sont attestées depuis le XVI^e siècle au moins, et le nom de plusieurs familles notables est associé à la possession d'ateliers. Parmi ceux-ci, on peut citer les noms Raymond de Séverin, de Pierpont et Defoy. À l'origine, le travail du cuivre prédomine : en 1838, on compte près du Burnot une forge, un laminoir, une batterie et tréfilerie de cuivre, deux autres marteaux et un haut-fourneau⁴. Cette petite industrie du cuivre périclite à la fin du siècle et est progressivement remplacée par une activité manufacturière plus diversifiée : un moulin à farine, une menuiserie, une caisserie, une fabrique d'articles en plastique et diverses fabriques d'objets métalliques s'installent tour à tour le long du Burnot. Ces entreprises restent de taille modeste, et la plupart ne se sont pas maintenues dans la durée, à l'exception de la forge Defoy et de la menuiserie Binamé, toujours en activité en 1954⁵ (la forge, encore actionnée par énergie hydraulique, cesse son activité en 1960).

En amont des moulins, une entreprise de plus grande envergure a longtemps existé : fondée à l'extrême fin du XIX^e siècle, la Société des plâtres et ciments de la Meuse exploite une carrière de pierre calcaire et en transforme le produit sur place, dans une cimenterie dont les ruines sont encore visibles aujourd'hui. Cette activité a un impact considérable sur la vie des locaux. D'abord, elle est une source d'emploi importante : en 1896, la cimenterie occupe 42 personnes, et 134 en 1937⁶. Ensuite, elle change profondément le paysage autour d'elle, par le creusement de la carrière, le voûtement partiel du Burnot et l'aménagement de nouvelles infrastructures pour l'acheminement des biens. Plusieurs sentiers et chemins ainsi qu'une voie ferrée sont créés à cet effet⁷. La cimenterie ferme ses portes en 1960.

Outre l'industrie, le secteur tertiaire s'est développé en bonne partie grâce au cadre naturel attractif de la commune. Au fil du temps, plusieurs hôtels et campings se sont implantés et des aménagements touristiques ont été créés. Le plus célèbre d'entre eux est sans doute le point de vue dit "des Sept Meuses", au sommet du territoire, où la commune aménage un mirador dès les années 1950 ; un café panoramique est ensuite ouvert au même endroit par une entreprise privée.

La Meuse a joué un rôle prépondérant dans la vie économique de la commune, notamment en ce qui concerne l'industrie. Jusqu'au dernier tiers du XIX^e siècle pourtant, le fleuve n'est pas normalisé et sa navigation reste périlleuse. De plus, il a souvent causé beaucoup de tort à ses riverains : Rivièr a connu de

4 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 1263.

5 Rapport sur l'administration et la situation des affaires de la commune pour l'année 1954. Consulter le n° 31 du présent inventaire.

6 HASQUIN H., idem.

7 LAURENT É., Rivièr d'autrefois à ce jour : histoires et anecdotes, Profondeville, 2020, p. 37-38.

graves épisodes d'inondations au cours de son histoire, comme en témoignent les images de celle qui a sévi en 1926⁸. Vers 1843, des points de passage sont mis en place à l'aide de barrages submersibles pour garantir une profondeur suffisante pour faciliter les transports lourds. Des travaux plus conséquents sont entrepris à partir de 1870, avec la canalisation de la Meuse et l'établissement du système de barrages-écluses. De nouveaux travaux de canalisation importants sont lancés en 1960, mais l'écluse, elle, demeure inchangée et garde son système de contrôle manuel jusqu'aux années 1980⁹. La commune compte plusieurs édifices remarquables. On y trouve tout d'abord plusieurs maisons et fermes anciennes remontant aux XVII^e et XVIII^e siècles ainsi que quelques villas mosanes du XIX^e siècle. Ensuite, il faut mentionner l'église dédiée à la Trinité (1845), dressée au centre de Rivièr le long de la grand' route. Non loin de là se situe le château, bâti à l'origine en 1777 par le maître de forge Michel Raymond de Séverin, mais qui a été reconstruit à plusieurs reprises entre 1926 et 1953 suite aux incendies qui l'ont touché en 1914, 1933 et 1944¹⁰. Le long du Burnot, il a existé un autre château du XVIII^e siècle, dit "château du Martia al Houche". Vendu en 1903 aux religieuses de Saint-Augustin de Reims, le site est reconvertis en école catholique et considérablement agrandi. Le corps de logis originel est détruit en 1958 pour laisser place aux bâtiments qu'on y voit aujourd'hui et qui constituent le complexe du Collège de Burnot¹¹. Les restes de l'ancienne cimenterie sont encore visibles à côté du collège, mais les carrières qui s'y trouvaient ont été en grande partie remblayées. Un troisième château, dit "château Closset" ou "château du moulin" se trouve en aval, à l'embouchure du Burnot. Il s'agit d'un ancien moulin à farine transformé au début du XX^e siècle par un négociant bruxellois¹². À Bois Laiterie se trouvent des chapelles dédiées à Saint-Roch (XIX^e siècle) et Notre-Dame de Lourdes (XX^e siècle). Une troisième chapelle existait au hameau de Burnot, mais a été rasée en 1980¹³. En 1967 commence l'érection de la grande antenne de télédistribution de la RTB sur le sommet de la Tienne de Rouillon, qui domine toujours la région.

L'histoire récente de Rivièr est marquée avant tout par les deux guerres mondiales. Parce qu'elle occupe une position stratégique, la commune est durement éprouvée par les combats. Nous savons que 1914 voit l'incendie du château et de plusieurs habitations. En 1940, d'intenses combats ont lieu entre les troupes françaises retranchées à Bois Laiterie et les Allemands venant du sud et de la rive droite de la Meuse. L'artillerie et les attaques aériennes causent de sérieux dommages au village et à ses hameaux avant que les Français se replient. En 1944, une division SS en retraite saccage Rivièr avant de franchir la Meuse¹⁴.

8 LAURENT É., *idem*, p. 49-50 et 77-79.

9 DELOOZ R., *Wépion, Dave et Profondeville, Lonzée*, 2011, p. 161.

10 Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Namur, Bruxelles, 2008, p. 341 ; Inventaire du patrimoine immobilier culturel, en ligne : https://lampsplw.wallonie.be/dgo4/site_ipic/ (consulté le 05/06/2024).

11 LAURENT É., *idem*, p. 30-31 ; DELMOTTE E., *Un site pré-industriel de la vallée du Burnot, Profondeville, 1987*, p.18-20 ; site internet du collège, en ligne : <https://www.godinne-burnot.be/college-de-burnot> (consulté le 05/06/2024).

12 LAURENT É., *idem*, p. 31-32.

13 *Idem*, p. 28.

14 PHILIPPART C., *Entre faits de vie et faits de guerre : Arbre, Bois-de-Villers, Lesve, Lustin,*

Entre 1941 et 1945, la commune, manquant de moyens, vend un grand nombre de parcelles à bâtir au lieudit "Sarts à Soiles", une zone comprise entre Bois Laiterie et le lieu où se trouve l'antenne RTBF actuellement. Ce mouvement d'aliénation provoque l'apparition d'un quartier presque entièrement sorti de terre dans les années d'après-guerre.

La population de la commune évolue comme suit : 283 habitants en 1801, 418 en 1846, 308 en 1910¹⁵, 301 en 1954¹⁶, 351 en 1961, et 438 en 1976¹⁷.

Le 1er janvier 1977, la commune de Rivière est fusionnée avec les communes d'Arbre, Bois-de-Villers, Lesve, Lustin et Profondeville pour former l'actuelle commune de Profondeville¹⁸.

La fusion forme une entité de 7.401 habitants pour 4.958 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédent l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : "Ces communes ont des activités économiques identiques (production de fruits, tourisme). Ce sont des localités résidentielles typiques du sud de la ville de Namur. Leur groupement a pour but de constituer un relais important et dynamique sur la Meuse entre Namur et les trois autres centres touristiques jalonnant la vallée : Yvoir, Dinant et Hastière"¹⁹.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

"Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes

Profondeville et Rivière de 1938 à 1945, Namur, 2010, p. 141, 160 et 427.

15 HASQUIN H., Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative, t. 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 1263.

16 Rapport sur l'administration et la situation des affaires de la commune pour l'année 1954. Consulter les n° 31, 626 et 630 du présent inventaire.

17 HASQUIN H., idem.

18 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

19 Idem.

entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux²⁰.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestres et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : "Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition,

20 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur les dossiers centraux des communes de Rivièr et de Profondeville constitués par les Archives de l'État²¹.

La première situation connue est celle brossée par l'inventaire des archives communales dressé en 1840. Il reprend, entre autres, les documents suivants : Les registres de l'état civil de 1797 à 1836, un registre aux délibérations du Conseil communal, les matrices cadastrales, les comptes et budgets, un tableau de la population, les circulaires et publications administratives, la correspondance, les dossiers relatifs au patrimoine communal, des demandes de concessions de mines, les dossiers de la milice et de la garde civique, des dossiers relatifs aux réquisitions militaires françaises, et des pièces relatives au Bureau de bienfaisance. La seule pièce de mobilier mentionnée est un "bureau renfermant tous les papiers, livres, registres etc.".

Un premier dépôt a lieu en 1967 aux Archives de l'État à Namur. Il consiste en les registres de la population jusque 1900, les registres aux délibérations du Conseil communal de 1822 à 1908, les matrices cadastrales jusque 1920, et divers dossiers concernant la comptabilité, la milice, la garde civique, la fabrique d'église et la Commission d'assistance publique.

Deux inspections ont lieu dans la nouvelle entité de Profondeville ; de la première, effectuée en janvier 1977 par Cécile Douxchamps-Lefèvre, il ressort qu'une partie des archives des anciennes communes est déjà regroupée à la maison communale de Profondeville (le reste devant suivre) ; toutefois, il n'est pas certain que les archives de Rivièr aient déjà été transférées à l'époque. La nouvelle commune envisage de confier la gestion des archives à un cadre retraité en tant que bénévole. La seconde inspection est datée de 1991 ; Françoise Jacquet-Ladrier note que les archives communales sont bien rangées et étiquetées, les locaux propres et le matériel adéquat.

En 1986 a lieu un reclassement des archives par l'Union des villes et des communes. À cet effet, un inventaire des archives avant fusion est réalisé pour chaque commune absorbée dans la nouvelle entité de Profondeville. Il s'agit d'un relevé par thématique suivant le classement de l'Union des villes.

L'inventaire des archives de Rivièr a pour dates extrêmes 1827-1976.

En vue de valoriser son patrimoine communal et de garantir sa pérennité, la commune a signé, en date du 9 septembre 2020, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet "Archives locales de Wallonie" de préparer le dépôt des fonds communaux

21 AÉN, Dossiers centraux, dossier " Commune de Rivièr " et " Commune de Profondeville ".

antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation du délégué de l'archiviste général du Royaume.

ACQUISITION

Les archives ont été déposées par la commune de Profondeville. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Namur le 25 octobre 2024 sous le n° 2024/36.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Rivière entre 1811 et 1977. Les documents antérieurs à la Seconde Guerre mondiale sont cependant, au total, assez peu nombreux ; ce n'est que pour la période postérieure à 1945 que la masse documentaire conservée est importante. Les destructions d'archives communales sont peu documentées, mais on ne peut qu'émettre l'hypothèse que les combats dans la commune en 1914, 1940 et 1944 ont causé des pertes.

Le fonds contient également les registres de population ouverts en 1901 et continués jusqu'en 1980.

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de règlementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature,

permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un couteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de la population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès.

Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des

jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'élèviers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, les fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français à l'exception de quelques pièces du dossier n° 290, qui sont en espagnol.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*.

Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988 (Miscellanea Archivistica Studia, 1).

MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005 (Miscellanea Archivistica Manuale, 52 et 53).

ACCROISSEMENTS / COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie, <http://geoportail.wallonie.be>.

L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classement décimal national (CDN). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

- Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ²². Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.
- Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.
- Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement. Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ²³. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres

22 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

23 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- | | | |
|---|---|----------|
| 1 | 1 - 5 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1919-1976.
30 août 1919 - 18 décembre 1932. | 1 volume |
| 2 | 8 janvier 1933 - 27 septembre 1956. | 1 volume |
| 3 | 8 novembre 1956 - 22 août 1968. | 1 volume |
| 4 | 11 octobre 1968 - 10 février 1976. | 1 volume |
| 5 | 6 avril 1976 - 20 décembre 1976. | 1 volume |

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- | | | |
|----|--|----------|
| 6 | 6 - 10 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1897-1976.
1er avril 1897 - 30 juin 1925. | 1 volume |
| 7 | 24 juin 1925 - 7 septembre 1951. | 1 volume |
| 8 | 20 septembre 1951 - 23 juillet 1964. | 1 volume |
| 9 | 18 août 1964 - 21 octobre 1972. | 1 volume |
| 10 | 28 octobre 1972 - 30 décembre 1976. | 1 volume |

C. PUBLICATION ET AFFICHAGE DES RÈGLEMENTS ET ARRÊTÉS

- | | | |
|----|--|----------|
| 11 | Registre des publications des règlements communaux. 1968-1976. | 1 volume |
|----|--|----------|

D. REGISTRES ET/OU RÉPERTOIRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES ("DE COMMODO ET INCOMMODO")

- 12 Registre des publications des enquêtes publiques. 1964-1976.
1 volume

E. RÉPERTOIRE DES ACTES

- 13 Répertoires des actes passés par l'administration communale.
1907-1929.
1 chemise

F. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 14 Dossier relatif à l'annulation, à la suite d'un litige avec le
bourgmeestre, d'une décision du Conseil communal visant à placer à
la maison communale une boîte aux lettres pour la correspondance
administrative. 1885.
1 chemise

15 - 30 REGISTRES-INDICATEURS DE LA CORRESPONDANCE. 1920-1976.

- 15 1920.
1 cahier

- 16 1921.
1 cahier

- 17 1922.
1 cahier

- 18 1923.
1 cahier

- 19 1924.
1 cahier

- 20 1925.
1 cahier

- 21 1926.
1 cahier

- 22 1927-1933.
1 volume

- 23 1933-1944.

		1 volume
24	1944-1948.	1 volume
25	1948-1950.	1 volume
26	1950.	1 cahier
27	1950-1954.	1 volume
28	1954-1962.	1 volume
29	1962-1968.	1 volume
30	1968-1976.	1 volume

31	<i>G. ÉTATS GÉNÉRAUX, ENQUÊTES ET STATISTIQUES GÉNÉRALES</i> Rapports sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1954-1973.	1 chemise
----	--	-----------

	<i>H. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE</i>	
	32 - 41 DOSSIERS RELATIFS AUX LITIGES ET ACTIONS EN JUSTICE. 1931-1976.	
32	SA Ciments Meuse-Brabant, montant de la redevance due pour l'exploitation de la carrière. 1931-1933.	1 chemise
33	Émile Brogniez, occupation d'une servitude de passage. 1934-1936.	1 chemise
34	Famille Piette, possession des servitudes de passage. 1942-1945.	1 chemise
35	Abbé Charles Baily, plusieurs affaires. 1944-1952.	1 chemise

- 36 Époux Tournay-Piette, contestation d'une propriété communale. 1951-1956. 1 chemise
- 37 Locataire du logement scolaire, occupation abusive d'un local. 1961-1971. 1 chemise
- 38 Georges Binard, contestation de la propriété d'un pont sur le ruisseau "le Burnot". 1965-1968. 1 chemise
- 39 Entreprises Tellier-Lefèvre, utilisation du chemin de sortie de la carrière communale. 1967-1976. 1 chemise
- 40 Jean-Pierre Frappart, recouvrement des loyers dus pour la location de la carrière. 1968. 1 chemise
- 41 Guy de Pierpont, limites du droit de chasse. 1969-1975. 1 chemise
- 42 Dossier relatif aux assurances de responsabilité civile. 1967-1973. 1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

- 727 Dossier relatif à l'arpentage des biens communaux. 1822-1825. 1 chemise
- 728 Dossier relatif au litige concernant le placement d'une barrière sur le pont dit "de la forge du pressoir". 1849. 1 chemise
- 43 Dossier relatif à la participation de la commune dans la Société intercommunale d'Aménagement et d'équipement économique de la Famenne, du Condroz et de la Haute-Meuse (SIAEE). 1951-1967. 1 chemise
- 44 Dossier relatif à la modification de la limite avec la commune d'Annevoie. 1956-1974. 1 chemise
- 45 Dossier relatif à la participation de la commune à l'Union des villes et des communes belges (UVCB). 1971-1973. 1 chemise
- 46 Dossier relatif à la fusion des communes. 1972-1976. 1 chemise

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 47 Ordonnance de la Députation des États de Namur nommant un conseiller et un échevin. 21 décembre 1821. 1 pièce

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 48 Dossier relatif aux traitements des bourgmestres et échevins. 1955-1976. 1 chemise
- 49 Dossier relatif à la nomination des échevins. 1964-1966. 1 chemise
- 50 Dossier individuel d'Émile Charlot, échevin. 1970-1972. 1 chemise

3. BOURGMESTRE

- 51 Dossier relatif à la suspension d'une procédure de blâme à l'encontre du bourgmestre. 1887. 1 chemise
- 52 52 - 54 DOSSIERS INDIVIDUELS DES BOURGMESTRES. 1942-1946.
Auguste Sohy. 1942-1943. 1 chemise
- 53 Fernand Graindorge. 1942-1946. 1 chemise
- 54 Jules Defoy. 20 juillet 1943, 28 novembre 1946. 2 pièces

C. ORGANISATION DES SERVICES

- 55 Dossier relatif aux assurances du personnel. 1959-1973. 1 chemise
- 56 Inventaire des archives communales. [1976]. 1 pièce
- 57 Lettre du l'Union des villes et des communes belges (UVCB) relative au classement des archives communales. 18 octobre 1976. 1 pièce

D. PERSONNEL DES SERVICES

- 58 1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS
Dossier relatif aux traitements. 1948-1976. 1 chemise
- 59 Dossier relatif aux pensions. 1953-1976. 1 chemise
- 60 Dossier relatif aux statuts pécuniaires. 1962-1974. 1 chemise
- 61 Dossier relatif aux statistiques du personnel. 1966. 1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

*62 - 67 DOSSIERS INDIVIDUELS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX.**1919-1974.*

- 62 Émile Delahaut. 1919-1951. 1 chemise
- 63 Paul Wilmart. 1955-1964. 1 chemise
- 64 Alfred Delieux, secrétaire intérimaire. 1957-1968. 1 chemise
- 65 Roger Deville, secrétaire intérimaire. 1964. 1 chemise
- 66 Octave Masson. 1964-1974. 1 chemise
- 67 Raymond Gérain, secrétaire intérimaire. 1968-1969. 1 chemise
- 68 Dossier relatif à la participation de la commune aux frais du receveur régional. 1940-1976. 1 chemise

3. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER

- 69 Dossier individuel de Victor Huard, cantonnier. 1953-1968. 1 chemise

4. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

*70 - 81 DOSSIERS INDIVIDUELS DU PERSONNEL ENSEIGNANT
INTÉRIMAIRE ET PROVISOIRE. 1897-1905, 1947-1976.*

- 70 Guillaume Péters. 11 juin 1897. 1 pièce
- 71 Alfred Costar. 14 mars 1903, 27 novembre 1903. 2 pièces
- 72 Nestor Lierneux. 5 mai 1905. 1 pièce
- 73 Ernest Bouteille. 1947-1948. 1 chemise

74	Marie-Rose Bacq-Gubin. 1950.	1 chemise
75	Marie-Madeleine Dumont, maîtresse de couture. 1967.	1 chemise
76	Viviane Cuvelier. 1969.	1 chemise
77	Myriam Evrard-Jeuniaux. 1969-1976.	1 chemise
78	Claire Liban. 1970-1971.	1 chemise
79	Jacqueline Thomas. 1971.	1 chemise
80	Claire Lejeune-Laffut. 1973.	1 chemise
81	Réginald Petit. 1973-1974.	1 chemise
<i>82 - 89 DOSSIERS INDIVIDUELS DU PERSONNEL ENSEIGNANT. 1898-1977.</i>		
82	Zénobe Péters. 1898-1905.	1 chemise
83	Firmin Pignolet. 1902, 1904, 1924.	1 chemise
84	Joseph Body. 1913-1914, 1951-1952.	1 chemise
85	Laure Marsin. 1932.	1 chemise
86	Mathilde André-Laffineur. 1932, 1955-1963.	1 chemise
87	Pierre Collard. 1960-1975.	1 chemise
89	Marie Demoulin-Pirson. 1965-1977.	1 chemise

88 Josette Deschamps. 1969. 1 chemise

5. DOSSIERS DU PERSONNEL DE POLICE

90 - 92 DOSSIERS INDIVIDUELS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1921-1976.

90 Édouard Ruth. 1921-1926. 1 chemise

91 Octave Michel. 1930-1966. 1 chemise

92 Edmond Dandoit. 1958-1976. 1 chemise

III. PATRIMOINE

A. GÉNÉRALITÉS

93 Dossier relatif à la participation de la commune à la Société nationale de la petite propriété terrienne. 1959. 1 chemise

94 Dossier relatif aux assurances incendie. 1961-1974. 1 chemise

B. BIENS IMMOBILIERS

96 - 107 DOSSIERS RELATIFS AUX ACQUISITIONS. 1827-1829, 1906-1970.

96 96 - 98 ACQUISITIONS POUR LES ÉCOLES. 1827-1829, 1906, 1933. Maison avec jardin destinée à servir d'école. 1827-1829. 1 chemise

97 Parcille cadastrée section A, n° 267h2. 1906. 1 chemise

98 Parcille cadastrée section A, n° 194a. 1933. 1 chemise

99 - 102 ACQUISITIONS POUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'EAU. 1907-1911, 1969-1970.

99 Parcille cadastrée section A, n° 395. 1907. 1 chemise

100 Parcilles cadastrées section A, n° 199e et 293a2. 1910-1911. 1 chemise

101 Parcille cadastrée section A, n° 402a. 24 février 1911, 30 mars 1911. 2 pièces

102 Parcille cadastrée section A, n° 474. 1969-1970. 1 chemise

103 103 - 107 EMPRISES POUR TRAVAUX DE VOIRIE. 1924-1968. Chemin n° 2. 1924. 1 chemise

104	Chemin n° 5. 1933-1935.	1 chemise
105	Chemins n° 1, 2 et 3. 1937, 1950.	1 chemise
106	Route de Venloo à Givet. 1950.	1 chemise
107	Rue des Béguines, parcelle cadastrée section A, n° 162. 1966-1968.	1 chemise
108	108 - 117 DOSSIERS RELATIFS AUX LOCATIONS. 1829-1836, 1864, 1883-1976. Maison du vicaire. 1829-1832.	1 chemise
109	Maison de cure et dépendances. 9 janvier 1836.	1 cahier
110	Droits de chasse, pêche et tenderie. 1864, 1883-1972.	1 chemise
111	Carrière communale. 1940-1949.	1 chemise
112	Habitations attenantes à la maison communale, sises chaussée de Dinant, n° 16. 1952-1971.	1 chemise
113	Terrain de l'ancienne carrière située derrière la cimenterie. 1960-1963.	1 chemise
114	Parcelle située au lieudit "les Sept Meuses" et cadastrée section A, n° 443e et 500a. 1961-1972.	1 chemise
115	Ancienne carrière au lieudit "fabrique à ciment". 1964-1965.	1 chemise
116	Carrière communale au lieudit "les Batys". 1964-1976.	1 chemise
117	Locaux de l'école mixte désaffectée. 1976.	1 chemise

118 - 161 DOSSIERS RELATIFS AUX ALIÉNATIONS. 1862-1980.

118 - 138 VENTES DE PARCELLES À DES FINS DIVERSES. 1862-1974.

118 Sentier n° 20. 1862.

1 chemise

119 Sentier n° 15 dit "des prés de Rivière". 1862-1863.

1 chemise

120 Parcellle attenante au laminoir de Monsieur de Montpellier. 1869-1871.

1 chemise

121 Parcellle cadastrée section A, n° 271. 1882.

1 chemise

122 Parcellles cadastrées section A, n° 171. 1885-1886.

1 chemise

123 Parcellle cadastrée section A, n° 177m. 1892-1893.

1 chemise

124 Parcellle cadastrée section A, n° 136. 1904-1908.

1 chemise

125 Excédent du chemin n° 24. 1906.

1 chemise

126 Parcellle cadastrée section A, n° 42a. 1907.

1 chemise

127 Ancienne servitude de passage cadastrée section A et sise entre le chemin n° 5 et une ruelle. 1923.

1 chemise

128 Parcellles cadastrées section A, n° 157a, 168 et 491k. 1925-1926.

1 chemise

129 Parcellle située en face de l'habitation d'Émile Brogniez. 1929-1930.

1 chemise

130 Servitude du sentier n° 20. 1941.

1 chemise

131 Parcellle cadastrée section A, n° 443c, 444, 445a et 491d pour un

- lotissement et la construction d'un complexe hôtelier aux lieudits "Sart à Soils" et "Tienne de Rouillon". 1943-1946.
1 chemise
- 132** Parcette attenante au terrain de Léopold Binamé. 1944-1946, 1973-1974.
1 chemise
- 133** Parcette attenante au terrain d'Eugène Binamé, pour la reconstruction de son habitation. 1946.
1 chemise
- 134** Parcelles cadastrées section A, n° 443g, 444 et 445a2 au lieudit "Sart à Soils". 1950-1963.
1 chemise
- 135** Parcette cadastrée section A, n° 443u au lieudit "Tienne de Rouillon", pour l'érection d'une tour de radiodiffusion. 1966-1968.
1 chemise
- 136** Parcette située au lieudit "Sart à Soils" et cadastrée section A, n° 445w. 1966-1968.
1 chemise
- 137** Parcette cadastrée section A, n° 136a2. 1967-1968.
1 chemise
- 138** Parcette située au lieudit "les Batys" et cadastrée section A, n° 42n. 1973.
1 chemise
- 139** *139 - 140 VENTES À LA SA CIMENTS MEUSE-BRABANT. 1892-1900, 1922, 1933.*
Parcelles situées au lieudit "le Laminoir" et cadastrées section A, n° 34b, 34c et 34e. 1892-1900, 1922.
1 chemise
- 140** Assiette du sentier n° 10. 1933.
1 chemise
- 141** *141 - 161 TERRAINS DESTINÉS À LA CONSTRUCTION D'HABITATIONS. 1931-1980.*
Parcelle cadastrée section A, n° 157b. 1931.
1 chemise
- 142** Parcette cadastrée section A, n° 136t et 136w. 1931.

		1 chemise
143	Parcelle cadastrée section A, n° 441. 1931-1939.	1 chemise
144	Parcelle cadastrée section A, n° 54a et 132a. 1939.	1 chemise
145	Parcelle cadastrée section A, n° 491y. 1939-1942.	1 chemise
146	Plusieurs terrains. 1939, 1943-1963.	1 chemise
147	Parcelle cadastrée section A, n° 441 et 442. 1941-1952.	1 chemise
148	Parcelle cadastrée section A, n° 437e. 1942-1944.	1 chemise
149	Parcelle cadastrée section A, n° 445a. 1942-1949.	1 chemise
150	Parcelles de lotissement cadastré section A, n° 443b, 444, 445a, 445b, 445c et 491b2. 1942-1948, 1956.	1 chemise
151	Parcelle cadastrée section A, n° 436h et 437. 1943-1944.	1 chemise
152	Parcelle cadastrée section A, n° 491b2. 1943-1945.	1 chemise
153	Parcelle cadastrée section A, n° 437a, 445a et 445e. 1943-1946.	1 chemise
154	Parcelle cadastrée section A, n° 439. 1943-1946.	1 chemise
155	Parcelle cadastrée section A, n° 441 et 448a. 1944-1947.	1 chemise
156	Parcelle cadastrée section A, n° 437b, 439, 441, 443b, 445a et 445e. 1945.	1 pièce
157	Parcelles au lieudit "les Batys". 1956-1976.	1 chemise

- 158 Parcelles au lieudit "Sart à Soils". 1963, 1965-1966. 1 chemise

159 Parcelles cadastrées section A, n° 443b, 444, 445a, 445b, 445c et 491b2. 1944, 1967. 1 chemise

160 Parcelle cadastrée section A, n° 42v et 50f. 1975-1980. 1 chemise

161 Parcelle située rue de Messe et cadastrée section A, n° 196d et 196e. 1976. 1 chemise

162 Plan et procès-verbal d'abornement d'un terrain cédé à l'État pour la construction du barrage-écluse. 6 juin 1870. 2 pièces

163 Dossier relatif à la concession par la commune à la SA des plâtres et ciments de la Meuse des terrains situés près de l'ancienne usine à cuivre pour l'exploitation des matériaux de production de ciment. 1891, 1899. 1 chemise

164 164 - 165 DOSSIERS RELATIFS AUX VENTES DE BOIS. 1895-1976. 1895-1959. 1 liasse

165 1959-1976. 1 liasse

166 Dossier relatif à l'extension de la concession de la carrière exploitée par la SA Ciments Meuse-Brabant. 1900, 1923. 1 chemise

167 Procès-verbal d'abornement des parcelles situées au lieudit "Bois Laiterie" et cadastrées section A, n° 424a, 425a, 427, 428c et 435. 18 octobre 1906. 1 pièce

168 Correspondance relative aux demandes d'aliénations de parcelles communales. 1939-1947, 1959. 1 chemise

169 Dossier relatif au droit de ramassage des pierres et roches dans les bois communaux. 1945-1946, 1957-1965. 1 chemise

- 170 Dossier relatif à la demande d'un entrepreneur pour l'exploitation d'un rocher de grès rouge à Bois Laiterie. 1950. 1 chemise
- 171 Dossier relatif à l'échange avec Donat Masson de l'assiette du chemin n° 12 contre une parcelle pour le déplacement du chemin. 1951. 1 chemise
- 172 Acte de vente entre particuliers d'un terrain cadastré section A, n° 445p. 19 juillet 1955. 1 pièce
- 173 Dossier relatif au déversement de remblais dans l'ancienne carrière située route de Floreffe. 1963-1965. 1 chemise
- 174 Plan de bornage et de situation de la concession des carrières dite "les Batys". 21 novembre 1964. 1 pièce

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

175	<i>175 - 181 BUDGETS ANNUELS. 1811-1813, 1816-1827, 1931-1976. 1811-1813, 1816-1819.</i>	1 chemise
176	1820-1827.	1 chemise
177	1931-1939.	1 chemise
178	1940-1949.	1 chemise
179	1950-1959.	1 liasse
180	1960-1969.	1 liasse
181	1970-1976.	1 liasse

2. EMPRUNTS

95	Dossier relatif au remboursement des rentes dues à des particuliers ou des institutions publiques. 1791-1852.	1 chemise
----	---	-----------

182	Dossier relatif aux emprunts. 1860, 1891, 1907-1933, 1976.	1 chemise
-----	--	-----------

3. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES

183	Dossier relatif à la superficie des voiries en vue de la répartition du Fonds des communes. 1927-1976.	1 chemise
-----	--	-----------

4. PLACEMENTS

184	Dossier relatif aux placements. 1962-1976.	1 chemise
-----	--	-----------

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

	<i>185 - 187 LIVRES-JOURNAUX DE CAISSE. 1940-1948.</i>	
185	1940-1942.	1 volume
186	1942-1945.	1 volume
187	1945-1948.	1 volume
	<i>188 - 210 GRANDS-LIVRES DES DÉPENSES. 1940-1951, 1953-1962, 1972.</i>	
188	1940.	1 volume
189	1941.	1 volume
190	1942.	1 volume
191	1943.	1 volume
192	1944.	1 volume
193	1945.	1 cahier
194	1946.	1 volume
195	1947.	1 volume
196	1948.	1 volume
197	1949.	1 volume

198	1950.	1 volume
199	1951.	1 volume
200	1953.	1 volume
201	1954.	1 volume
202	1955.	1 volume
203	1956.	1 volume
204	1957.	1 volume
205	1958.	1 volume
206	1959.	1 volume
207	1960.	1 volume
208	1961.	1 volume
209	1962.	1 volume
210	1972.	1 chemise
211	211 - 233 GRANDS-LIVRES DES RECETTES. 1940-1950, 1953-1962, 1972-1973.	
211	1940.	1 volume
212	1941.	1 volume

213	1942.	1 volume
214	1943.	1 volume
215	1944.	1 cahier
216	1945.	1 cahier
217	1946.	1 cahier
218	1947.	1 volume
219	1948.	1 volume
220	1949.	1 cahier
221	1950.	1 volume
222	1953.	1 volume
223	1954.	1 volume
224	1955.	1 volume
225	1956.	1 volume
226	1957.	1 volume
227	1958.	1 volume
228	1959.	1 volume

229	1960.	1 volume
230	1961.	1 volume
231	1962.	1 volume
232	1972.	1 chemise
233	1973.	1 chemise
<i>234 - 241 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DÉPENSES. 1963-1967, 1969, 1974, 1975.</i>		
234	1963.	1 chemise
235	1964.	1 chemise
236	1965.	1 chemise
237	1966.	1 chemise
238	1967.	1 chemise
239	1969.	1 chemise
240	1974.	1 chemise
241	1975.	1 chemise

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

264	<i>264 - 268 COMPTES ANNUELS. 1931-1976.</i> 1931-1939.	1 chemise
-----	--	-----------

265	1940-1949.	1 chemise
266	1950-1959.	1 chemise
267	1961-1969.	1 liasse
268	1970-1976.	1 liasse
242	<i>242 - 263 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1955-1976.</i> 1955.	1 chemise
243	1956.	1 liasse
244	1957.	1 chemise
245	1958.	1 chemise
246	1959.	1 chemise
247	1960.	1 chemise
248	1961.	1 chemise
249	1962.	1 liasse
250	1963.	1 chemise
251	1964.	1 chemise
252	1965.	1 chemise

253	1966.	1 chemise
254	1967.	1 chemise
255	1968.	1 liasse
256	1969.	1 chemise
257	1970.	1 chemise
258	1971.	1 chemise
259	1972.	1 chemise
260	1973.	1 chemise
261	1974.	1 chemise
262	1975.	1 chemise
263	1976.	1 liasse

3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR

269	269 - 270 <i>COMPTE DE FIN DE GESTION. 1865, 1919.</i> Lambert Raiwez à Xavier Pirquin. 19 mars 1865.	1 cahier
270	Octave Fiévet. 1919.	1 cahier

C. IMPOSITIONS ET TAXES

1. IMPÔTS COMMUNAUX

271 - 281 DOSSIERS RELATIFS AUX TAXES. 1941-1976.

- 271 Grillages. 1941. 1 chemise
- 272 Véhicules. 1955-1975. 1 chemise
- 273 Personnel occupé et force motrice. 1956-1976. 1 chemise
- 274 Immondices. 1960-1976. 1 chemise
- 275 Redevance sur l'eau. 1965-1975. 1 chemise
- 276 Inhumations et exhumations. 1966-1976. 1 chemise
- 277 Chalets et caravanes. 1967-1973. 1 chemise
- 278 Camping. 1967-1976. 1 chemise
- 279 Délivrance de documents administratifs. 1973. 1 chemise
- 280 Chevaux de luxe. 1975-1976. 1 chemise
- 281 Résidences secondaires. 1975-1976. 1 chemise
- 282 2. IMPÔTS D'ÉTAT
Dossier relatif au délégué de la commission fiscale. 1941-1974. 1 chemise
- 283 Dossier relatif aux renseignements pour le service des contributions. 1957-1976. 1 chemise

D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE

- 284 Matrice cadastrale. [XXe siècle]. 1 volume
- 285 Tableau indicatif supplémentaire à la matrice cadastrale. [XXe siècle]. 1 volume
- 286 Fiches-index de la matrice cadastrale. [XXe siècle]. 1 fichier (ca 150 fiches)
- 287 Extraits de la matrice cadastrale. 1975-1977. 1 chemise

V. ÉTAT CIVIL

A. GÉNÉRALITÉS

- 288 Dossier relatif au contrôle des registres de l'état civil. 1921-1970.
1 chemise

B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 290 Dossier relatif aux concessions. 1832, 1958-1976.
1 chemise
- 291 Ordonnance du Conseil communal relatif aux inhumations. 30 mai
1860.
1 pièce
- 292 Dossier relatif aux permis de transport funèbre et d'inhumation.
1864, 1919-1975.
1 chemise
- 293 Règlements de police du cimetière. [1923].
1 pièce
- 294 Registre des inhumations. 1950-1976.
1 cahier

C. AUTRES DOCUMENTS

- 295 Dossier relatif aux actes de mariages. 1916, 1936.
1 chemise

VI. POPULATION

A. *REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION*

- 297 297 - 302 REGISTRES DE LA POPULATION. 1901-1980.
1901-1920. 1 volume
- 298 1921-1930. 1 volume
- 299 1931-1947. 1 volume
- 300 1948-1960. 1 volume
- 301 1961-1970. 1 volume
- 302 1971-1980. 1 volume
- 303 303 - 308 INDEX DES REGISTRES DE LA POPULATION. 1901-1980.
1901-1920. 1 volume
- 304 1920-1930. 1 volume
- 305 1931-1947. 1 volume
- 306 1947-1960. 1 volume
- 307 1961-1970. 1 volume
- 308 1970-1980. 1 volume
- 309 Fiches-index. 1950-1960. 1 fichier (ca 586 fiches)

- 310 310 - 311 REGISTRES DES ENTRÉES. 1894-1976.
1894-1966. 1 volume
- 311 1966-1976. 1 volume
- 312 312 - 313 REGISTRES DES SORTIES. 1894-1976.
1894-1966. 1 volume
- 313 1966-1976. 1 volume
- 314 Dossier relatif aux sorties non conformes à la loi. 1930-1944.
1 chemise
- B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION*
315 Dossier relatif aux recensements de la population. 1929-1976.
1 liasse
- 316 Registre des naissances et décès survenus dans une autre
commune. 1956-1976. 1 volume
- C. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS*
317 Registre des cartes d'identité et des numéros des maisons. 1915-
1918. 1 volume
- 318 Registre des cartes d'identité. 1952-1976. 1 volume
- 319 Registre des cartes d'identité pour enfants de moins de douze ans.
1956-1976. 1 cahier
- D. ÉTRANGERS*
289 Registre aux actes de naturalité. 1912-1918.
1 cahier
- 320 Dossier relatif à l'inscription et à l'occupation des étrangers. 1929,
1947-1973.

		1 chemise
296	Dossier relatif aux déclarations de nationalité. 1931-1936.	1 chemise
321	Registre des étrangers. 1937-1954.	1 cahier
322	Dossiers individuels des étrangers. 1974-1975.	1 chemise

VII. ÉLECTIONS

A. *LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES*323 - 365 LISTES DES ÉLECTEURS POUR LES ÉLECTIONS
GÉNÉRALES, PROVINCIALES ET COMMUNALES. 1896-1976.

323	1896-1897.	1 cahier
324	1897-1898.	1 cahier
325	1898-1899.	1 cahier
326	1900-1901.	1 cahier
327	1901-1902.	1 cahier
328	1902-1903.	1 cahier
329	1903-1904.	1 cahier
330	1904-1905.	1 cahier
331	1905-1906.	1 cahier
332	1906-1907.	1 cahier
333	1907-1908.	1 cahier
334	1908-1909.	1 cahier
335	1909-1910.	1 cahier
336	1910-1911.	1 cahier

337	1911-1912.	1 cahier
338	1912-1913.	1 cahier
339	1913-1914.	1 cahier
340	1914-1915.	1 cahier
341	1919.	1 cahier
342	1920-1921.	1 cahier
343	1921-1922.	1 cahier
344	1922.	1 cahier
345	1924.	1 cahier
346	1925-1926.	1 cahier
347	1926-1927.	1 cahier
348	1929-1930.	1 cahier
349	1933.	1 cahier
350	1936.	1 cahier
351	1938-1940.	1 cahier
352	1946-1948.	1 cahier

353	1948.	1 cahier
354	1949-1952.	1 cahier
355	1952-1954.	1 cahier
356	1954-1956.	1 cahier
357	1956-1958.	1 cahier
358	1960-1962.	1 cahier
359	1962-1964.	1 cahier
360	1964-1966.	1 cahier
361	1966-1968.	1 cahier
362	1969-1971.	1 cahier
363	1970-1972.	1 cahier
364	1972-1974.	1 cahier
365	1974-1976.	1 cahier
366	Dossier relatif au Conseil de prud'hommes. 1911-1950.	1 chemise
367	Dossier relatif aux jurés d'assises. 1947-1973.	1 chemise

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

368 Registres des réclamations électorales. 1894-1905.

2 cahiers

369 Dossier relatif aux révisions des listes. 1975. 1 chemise

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

370 370 - 400 DOSSIERS DES ÉLECTIONS COMMUNALES. 1854-1976.
31 octobre 1854.

1 pièce

371 27 octobre 1857. 1 pièce

372 30 octobre 1860. 1 pièce

373 27 octobre 1863. 1 pièce

374 28 juillet 1864. 1 pièce

375 30 octobre 1866. 2 pièces

376 3 décembre 1866. 1 pièce

377 12 août 1867. 1 pièce

378 29 juin 1868. 1 pièce

379 26 octobre 1869. 2 pièces

380 15 novembre 1869. 1 pièce

381 26 octobre 1875. 1 pièce

382 29 octobre 1878. 1 pièce

383	19 octobre 1884.	1 pièce
384	16 octobre 1887.	2 pièces
385	19 octobre 1890.	2 pièces
386	17 novembre 1895.	1 pièce
387	15 octobre 1899.	2 pièces
388	3 octobre 1903.	1 pièce
389	20 octobre 1907.	1 pièce
390	15 octobre 1911.	1 chemise
391	24 avril 1921.	2 pièces
392	10 octobre 1926.	1 chemise
393	[25 septembre] 1932.	2 pièces
394	16 octobre 1938.	2 pièces
395	24 novembre 1946.	1 chemise
396	25 septembre 1952.	1 chemise
397	12 octobre 1958.	1 chemise
398	11 octobre 1964.	1 chemise
399	11 octobre 1970.	

		1 chemise
400	10 octobre 1976.	1 chemise
401	401 - 408 DOSSIERS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET PROVINCIALES. 1936, 1939, 1958-1974. 24 mai 1936, 7 juin 1936.	2 pièces
402	2 avril 1939.	1 pièce
403	1er juin 1958.	2 pièces
404	22 février 1961.	1 pièce
405	1965.	1 chemise
406	31 mars 1968.	1 chemise
407	7 novembre 1971.	1 chemise
408	10 mars 1974.	1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. *SERVICE MILITAIRE*

409	409 - 462 DOSSIERS RELATIFS AUX LEVÉES DE MILICE. 1923-1976. 1923.	1 chemise
410	1924.	1 chemise
411	1925.	1 chemise
412	1926.	1 chemise
413	1927.	1 chemise
414	1928.	1 chemise
415	1929.	1 chemise
416	1930.	1 chemise
417	1931.	1 chemise
418	1932.	1 chemise
419	1933.	1 chemise
420	1934.	1 chemise
421	1935.	1 chemise
422	1936.	1 chemise

423	1937.	1 chemise
424	1938.	1 chemise
425	1939.	1 chemise
426	1940.	1 chemise
427	1941.	1 chemise
428	1942.	1 chemise
429	1943.	1 chemise
430	1944.	1 chemise
431	1945.	1 chemise
432	1946.	1 chemise
433	1947.	1 chemise
434	1948.	1 chemise
435	1949.	1 chemise
436	1950.	1 chemise
437	1951.	1 chemise
438	1952.	1 chemise
439	1953.	

		1 chemise
440	1954.	1 chemise
441	1955.	1 chemise
442	1956.	1 chemise
443	1957.	1 chemise
444	1958.	1 chemise
445	1959.	1 chemise
446	1960.	1 chemise
447	1961.	1 chemise
448	1962.	1 chemise
449	1963.	1 chemise
450	1964.	1 chemise
451	1965.	1 chemise
452	1966.	1 chemise
453	1967.	1 chemise
454	1968.	1 chemise
455	1969.	1 chemise

456	1970.	1 chemise
457	1971.	1 chemise
458	1972.	1 chemise
459	1973.	1 chemise
460	1974.	1 chemise
461	1975.	1 chemise
462	1976.	1 chemise
463	Dossier relatif au déserteur Pierre Kamette. 1910-1912.	1 chemise
464	Dossier relatif aux indemnités de milice. 1919-1965.	1 liasse
465	465 - 466 REGISTRES DES MILITAIRES EN CONGÉ ILLIMITÉ. [1921]-1973. [1921]-1963.	1 cahier
466	1964-1973.	1 cahier
467	Dossier relatif aux militaires en congé illimité. 1947-1963.	1 chemise
468	Dossier relatif aux volontaires du corps de protection civile. 1954-1956.	1 chemise
469	Copie de l'ordre de marche du milicien Willy Bertrand. 13 novembre 1965.	1 pièce

- 470 Registre des militaires résidant à l'étranger. 1972-1973. 1 cahier
- B. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX*
- 471 Dossier relatif aux servitudes militaires. 1936-1937. 1 chemise
- 472 Dossier relatif au classement des véhicules automobiles, remorques, engins mécaniques et motocyclettes. 1949-1950. 1 chemise
- 473 Dossier relatif au recensement des possibles hébergements pour réfugiés. 1953. 1 chemise
- 474 Dossier relatif à la vérification et au placement des repères et signaux pour l'établissement de la carte du pays. 1958-1973. 1 chemise
- C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
- 475 Faire-part de décès du soldat Émile Gilsoul. 4 mai 1919. 1 pièce
- 476 Dossier relatif à la réintégration dans ses fonctions d'Henri Danze, échevin. 1940. 1 chemise
- 477 Dossier relatif aux cartes de ravitaillement et titres d'approvisionnement. 1940-1948. 1 liasse
- 478 Dossier relatif aux victimes civiles et militaires de la guerre. 1940-1966. 1 chemise
- 479 Dossier relatif aux dommages de guerre aux bâtiments scolaires. 1941-1961. 1 chemise
- 480 Liste des prisonniers de guerre rentrés. 28 novembre 1945. 1 pièce
- 481 Dossier relatif à la formation d'un comité local de reconstruction. 1946. 1 chemise

-
- 482 Dossier relatif au relogement des familles sinistrées. 1946-1951.
1 chemise
- 483 Dossier relatif aux sépultures de militaires français. 1946-1949,
1970.
1 chemise
- 484 Dossier relatif aux pensions de guerre. 1948-1979.
1 chemise
- 485 485 - 486 REGISTRES DES CARTES DE RAVITAILLEMENT. 1956-1970.
1956-1965.
1 cahier
- 486 1966-1970.
1 volume
- 487 Dossier relatif à l'aménagement d'un monument sur la tombe
d'Émile Brichard. 1960.
1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. PERSONNEL

2. FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN EN GÉNÉRAL

490 - 492 LIVRETS DE SERVICE DU GARDE CHAMPÊTRE. 1960-

- | | | |
|-----|----------------|----------|
| 490 | 1962.
1960. | 1 volume |
| 491 | 1961. | 1 volume |
| 492 | 1962. | 1 volume |

3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

- 493 Dossier relatif aux collectes et ventes publiques. 1963-1965.
1 chemise

4. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

- 494 Dossier relatif aux arrêtés de police concernant la circulation routière. 1925, 1956-1966. 1 chemise

- 495 Dossier relatif à la vérification des poids et mesures. 1926-1974.
1 chemise

- 496 Dossier relatif à la collocation d'aliénés. 1928-1963. 1 chemise

- 497 Dossier relatif aux demandes d'installation d'enseignes lumineuses.
1955-1963.

-
- 1 chemise
- 498 Dossier relatif aux autorisations de courses cyclistes et automobiles sur la voie publique. 1969-1975. 1 chemise
- 499 5. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE
Dossier relatif aux bulletins de condamnations. 1903-1948. 1 chemise
- 500 Dossier relatif aux réhabilitations. 1956. 1 chemise
- B. SERVICE D'INCENDIE*
- 501 Dossier relatif à la participation de la commune dans les corps régionaux de sapeurs-pompiers. 1958-1976. 1 chemise
- 502 Dossier relatif à un feu de forêt. 1972. 1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICES COMMUNAUX

503 Dossier relatif au médecin chargé de l'inspection médicale scolaire. 1947-1969. 1 chemise

504 Dossier relatif à la collecte et au traitement des immondices. 1951-1976. 1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

505 505 - 507 REGISTRES DES VACCINATIONS. 1883-1976. 1883-1944. 1 cahier

506 1944-1967. 1 cahier

507 1967-1976. 1 volume

508 - 510 DOSSIERS RELATIFS AUX CAMPAGNES DE VACCINATION. 1943-1972.

508 Poliomyélite. 1943-1969. 1 chemise

509 Diphtérie et tétanos. 1959-1961. 1 chemise

510 Variole. 1965-1972. 1 chemise

2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

511 Dossier relatif à l'expertise des viandes. 1959-1966. 1 chemise

3. ANALYSE DE L'EAU POTABLE
512 Dossier relatif aux analyses de l'eau potable. 1916-1976. 1 chemise
4. CONTRÔLE DE LA SALUBRITÉ DES HABITATIONS ET LOGEMENTS
513 Lettres du Ministère de la Santé publique et du bourgmestre relatives à l'allocation de démolition d'une maison sise rue des Béguines. 5 janvier 1966, 6 janvier 1966. 2 pièces
5. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES
514 Dossier relatif aux autorisations de prospection et aux concessions de mines. 1836-1838, 1853-1864, 1912-1913. 1 chemise
- 515 - 517 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION POUR L'INSTALLATION DE CHAUDIÈRES, MOTEURS ET APPAREILS ÉLECTRIQUES. 1866, 1884-1888, 1909-1929.*
515 Mines et fonderies de cuivre à Arbre et Rivière. 1866, 1884-1888. 1 chemise
- 516 J. Defoy et J. Romain, dans leur usine, au lieudit "les Béguines". 1909-1913. 1 chemise
- 517 SA Ciments Meuse-Brabant, dans leurs carrières. 1910-1929. 1 chemise
- 518 - 532 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION POUR L'ÉTABLISSEMENT DE MANUFACTURES, ATELIERS DE FABRICATION ET AUTRES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES. 1879, 1891-1902, 1922-1931, 1949-1977.*
518 Fonderies de cuivre d'Arbre, roue hydraulique. 1879. 1 pièce
- 519 SA Ciments Meuse-Brabant, cimenterie. 1891-1901, 1922. 1 chemise
- 520 J. Defoy et J. Romain, usine comprenant forge, platinerie et taillanderie, au lieudit "les Béguines". 1902. 1 chemise

-
- 521 SA Filextra, tréfilerie de fils métalliques. 1925. 1 chemise
- 522 Eugène Binamé, menuiserie mécanique, rue du Village, n° 18. 1930-1931, 1950. 1 chemise
- 523 Jules Defoy, fabrique de bêches et de pelles, route de Floreffe, parcelle cadastrée section A, n° 1251. 7 juillet 1949. 1 pièce
- 524 SA Ciments Meuse-Brabant, fabrique de pavés "clinckers" et de ciment. 1952-1953. 1 chemise
- 525 Robert Barbier, moteur diesel en remplacement d'un moteur à vapeur dans sa fabrique de bêches et de pelles. 1957. 1 chemise
- 526 Marie-Thérèse Charlier, caisserie mécanisée, rue du Village, n° 39. 1957. 1 chemise
- 527 Pierre Haerlingen, atelier de fabrication d'articles en plastique, rue des Béguines, n° 21, parcelle cadastrée section A, n° 1251. 1961. 1 chemise
- 528 Jean-Pierre Frappart, remise en activité de la carrière communale. 1967-1968. 1 chemise
- 529 Jean Lhéronnelle, atelier de bonneterie, rue Bois Laiterie, parcelle cadastrée section A, n° 452a. 1968. 1 chemise
- 530 Jean-Paul Carion, puis SPRL Auguste Massaux et fils, dépôt industriel de matières minérales, lieudit "les Basbaras", parcelle cadastrée section A, n° 486c2. 1973-1974. 1 chemise
- 531 SPRL Eskens, installations de triage, broyage et stockage de calcaire, dolomie et chaux dans sa carrière au lieudit "Fabrique à ciment". 1975-1976. 1 chemise
- 532 SPRL Eskens, dépôt de déchets industriels et d'acide sulfurique dans sa carrière au lieudit "Fabrique à ciment". 1975-1977. 1 chemise

*533 - 541 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION
POUR DES DÉPÔTS D'EXPLOSIFS. 1902, 1912, 1924-1937, 1947-
1974.*

- 533 SA Ciments Meuse-Brabant, dans ses carrières et près de son usine. 1902, 1912, 1924-1937, 1947, 1958-1959. 1 chemise
- 534 Charles Laurent, pour des travaux de voirie au lieudit "Bois Laiterie". 1925. 1 chemise
- 535 Joseph Monet, pour des travaux de voirie. 7 janvier 1937. 1 pièce
- 536 Compagnie intercommunale bruxelloise des eaux (CIBE), près de l'écluse. 1956. 1 chemise
- 537 Joël Godon, dans une carrière au lieudit "fabrique à ciment". 19 février 1965. 1 pièce
- 538 SPRL Entrater, dans une carrière au lieudit "fabrique à ciment". 1965-1966. 1 chemise
- 539 Entreprises Lefèvre, pour la démolition de l'ancienne cimenterie. 1965-1966. 1 volume
- 540 Jean-Pierre Frappart, dans une carrière au lieudit "fabrique à ciment". 1967-1969. 1 chemise
- 541 SPRL Encatra, pour la pose de conduites d'eau. 19 novembre 1974. 1 pièce
- 542 - 551 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION
POUR L'ÉTABLISSEMENT DE GARAGES, STATIONS DE DISTRIBUTION
D'ESSENCE ET ATELIERS DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE. 1923-1970.*
- 542 Jean Van Gysel. 1923, 1937. 1 chemise
- 543 SA Ciments Meuse-Brabant. 1932. 1 chemise

- 544 SA The Texas Company, dans l'immeuble de L. et H. Van Gysel, chaussée de Dinant. 21 novembre 1945, 4 janvier 1946. 2 pièces
- 545 Ernest Colpé, à Rouillon. 16 avril 1948. 1 pièce
- 546 SA Caltex Petroleum Company, route de Namur, parcelle cadastrée section A, n° 155c. 1956. 1 chemise
- 547 Jules Colpe, chaussée de Dinant, n° 34. 1960-1964. 1 chemise
- 548 Jean Hannon, route de Floreffe à Profondeville. 1961. 1 chemise
- 549 René Fochon pour la SA Trading, chaussée de Dinant, n° 2. 1962-1963. 1 chemise
- 550 Albert Badet, chaussée de Dinant, n° 1. 1967. 1 chemise
- 551 SA Chevron Oil Belgium, chaussée de Dinant, n° 1. 1970. 1 chemise
- 552 - 557 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION POUR L'ÉTABLISSEMENT D'AUTRES INSTALLATIONS CONSIDÉRÉES COMME DANGEREUSES, INSALUBRES OU INCOMMODES. 1936, 1965-1974.
- 552 Jean Dandoit, tuerie particulière. 14 février 1936. 1 pièce
- 553 Émile Deblire, silos d'herbes, sur les terrains dépendant de sa ferme rue Bois Laiterie, n° 44, et à proximité de la rue des Cortils. 1965-1966. 1 chemise
- 554 Willy Dekoster, terrains de camping, rue des Cortils. 1966-1974. 1 chemise
- 555 Léopold Clarenne, salle de danse, rue des Sept Meuses. 1968-1969. 1 chemise
- 556 André Rolain, dépôt d'essence souterrain, rue des Béguines, parcelle cadastrée section C, n° 138e à 138d. 1969-1970.

-
- 1 chemise
- 557 Radio-télévision belge (RTB), station de réémission de télévision, lieudit "les Sept Meuses", parcelle cadastrée section A, n° 443v. 1971. 1 chemise
- 558 - 575 DOSSIERS RELATIFS AUX DEMANDES D'AUTORISATION POUR L'ÉTABLISSEMENT DE DÉPÔTS DE MAZOUT ET DE GAZ. 1955, 1966-1976.
- 558 Gilbert Quoilin, villa "la Riviera". 4 juillet 1955. 1 pièce
- 559 Anna Dury, rue des Cortils, n° 1. 1966-1967. 1 chemise
- 560 560 - 561 1967.
560 Eddy Cousaert, camping des Sept Meuses, rue Bois Laiterie. 1 chemise
- 561 Denis Pesesse, rue des Cortils, n° 10. 1 chemise
- 562 SPRL Mapirma, lieudit "les Sept Meuses", parcelle cadastrée section A, n° 443u et 500a. 1972. 1 chemise
- 563 - 567 1973.
563 Jacques Haerlingen, chaussée de Dinant, n° 11. 1 chemise
- 564 Georges Demoulin, rue de Messe, n° 38. 1 chemise
- 565 Monsieur Collette, rue des Cortils, n° 1. 1 chemise
- 566 Suzanne Mahieux, chaussée de Dinant, n° 1. 1 chemise
- 567 Jacques Rosman, chaussée de Dinant, n° 7. 1 chemise

- 568 568 - 570 1974.
Pierre Barbier-Baert, rue des Cortils. 1 chemise
- 569 Michel Devallée, chaussée de Dinant, n° 38. 1 chemise
- 570 René Navez, lieudit "les Batys". 1 chemise
- 571 571 - 573 1975.
Willy Dekoster, rue des Cortils, n° 43. 1 chemise
- 572 Gabriel Courtois, rue des Béguines, n° 13. 1 chemise
- 573 Fernand Lambert, rue des Cortils, n° 19. 1 chemise
- 574 574 - 575 1976.
Jacques Renaux, chaussée de Dinant, n° 41. 1 chemise
- 575 Annette Wattiez, rue de Messe. 1 chemise
- 576 6. AUTRES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT
Dossier relatif au déversement des eaux usées. 1957, 1971. 1 chemise
- 577 Dossier relatif aux arrêtés de police concernant l'hygiène publique. 1970-1973. 1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET
COMMUNAUX

578 - 579 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE RÉPARATION À LA
MAISON COMMUNALE. 1969-1970.

578 Toiture. 1969. 1 chemise

579 Escalier d'accès. 1970. 1 chemise

2. BÂTIMENTS SCOLAIRES

580 Dossier relatif aux travaux de construction de l'école. 1853-1860. 1 chemise

581 Dossier relatif aux nuisances causées par des modifications des
abords de l'école. 1880. 1 chemise

582 Dossier relatif aux travaux d'amélioration des locaux scolaires.
1883, 1898-1914. 1 chemise

583 Dossier relatif aux travaux de remise en état de la maison d'école.
1952. 1 chemise

584 Dossier relatif aux travaux d'aménagement de la cour des écoles.
1964-1965. 1 chemise

585 Dossier relatif aux travaux d'aménagement d'un vestiaire à l'école
gardienne. 1964-1967. 1 chemise

586 Dossier relatif au relevé des besoins en matière de travaux
scolaires. 1973. 1 chemise

3. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SPORTS, DIVERTISSEMENTS,
ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE ET TOURISME

- 587 Plan pour la construction d'un mirador au point de vue dit "les Sept Meuses". [2de moitié XXe siècle]. 1 pièce

4. BÂTIMENTS DU CULTE

588 - 591 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX À L'ÉGLISE PAROISSIALE. 1846-1866, 1896-1912, 1966-1971.

- 588 Construction. 1846-1847. 1 chemise

- 589 Installation des cloches. 1853. 1 chemise

- 590 Aménagement des abords. 1860-1866, 1896-1897, 1906-1908. 1 chemise

- 591 Entretien et réparations. 1911-1912, 1966-1971. 1 chemise

592 - 593 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DU PRESBYTÈRE. 1851-1885, 1927-1929.

- 592 Réparation et amélioration. 1851-1885. 1 chemise

- 593 Construction du nouveau presbytère. 1927-1929. 1 chemise

- 594 Dossier relatif à l'acquisition d'autels pour l'église. 1854-1855, 1864. 1 chemise

5. CIMETIÈRES

- 595 Dossier relatif aux travaux d'agrandissement du cimetière. 1867-1874, 1924-1934, 1957. 1 chemise

- 596 Dossier relatif aux travaux de réparation des murs du cimetière. 1894, 1941-1952. 1 chemise

- 597 Dossier relatif à la réparation du calvaire. 1969.

		1 chemise
<i>B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)</i>		
	1. GÉNÉRALITÉS	
680	Ordonnance des États provinciaux nommant l'inspecteur des chemins de la 56e inspection. 16 août 1833.	1 pièce
598	Dossier relatif aux empiètements sur la voirie. 1955.	1 chemise
	2. VOIRIE COMMUNALE ET VICINALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.)	
599	Dossier relatif aux travaux d'entretien ordinaires des chemins vicinaux. 1853-1914, 1950-1953.	1 chemise
600	Cahier des charges et lettre d'un entrepreneur relatives à la création d'un chemin vicinal vers Bois Laiterie. 1859.	2 pièces
601	Lettres de Charles de Montpellier, représentant d'industrie, et du commissaire d'arrondissement relatives à l'établissement d'un pont vers Lustin. 31 décembre 1859, 18 juin 1887.	2 pièces
602	<i>602 - 612 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION. 1870, 1901-1905, 1921-1925, 1939-1956, 1971-1980.</i> Chemin n° 8. 1870.	1 chemise
603	Chemin n° 1 et cimetière. 1901.	1 chemise
604	Chemin n° 4. 1904-1905.	1 chemise
605	Chemin n° 17. 1921-1922.	1 chemise
606	Chemins n° 1 et 2. 1924-1925.	1 chemise

- 607 Sentier n° 17. 1939. 1 chemise
- 608 Chemin n° 1. 1946-1947. 1 chemise
- 609 Chemins n° 1, 2 et 3. 1947-1950. 1 chemise
- 610 Chemin n° 2. 1954-1955. 1 chemise
- 611 Rue de Messe. 1955-1956, 1971. 1 chemise
- 612 Chemin de Messe, rue du Miedroux et rue des Cortils. 1975-1980. 1 chemise
- 613 - 618 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX DE CRÉATION ET MODIFICATION DE VOIRIE. 1878, 1906-1909, 1951-1969.
613 Chemin longeant le bois communal. 12 janvier 1878. 1 pièce
- 614 Prolongement du chemin n° 7. 1906-1908. 1 chemise
- 615 Route de Bois Laiterie. 1908-1909. 1 chemise
- 616 Chemin n° 12. 1951-1952. 1 chemise
- 617 Chemin n° 21. 1961. 1 chemise
- 618 Rue du Rivage. 1969. 1 chemise
- 619 - 623 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RÉFECTIION DES CHEMINS COMMUNAUX. 1890, 1946-1965.
619 Chemin n° 17. 1890. 1 chemise
- 620 Chemin de Bois Laiterie. 1946-1948, 1956, 1961-1965. 1 chemise

- 621 Chemin n° 7. 1952. 1 chemise
- 622 Chemin du cimetière et rue des Sarts à Soils. 1953-1955. 1 chemise
- 623 Chemin des Sept Meuses et rue des Béguines. 1961-1963. 1 chemise
- 624 Devis, cahier des charges et procès-verbal d'adjudication des travaux d'amélioration du chemin du cimetière. 1894. 1 pièce
- 625 Dossier relatif à la construction et à l'entretien de murs de soutènement. 1913, 1949, 1956-1970. 1 chemise
- 626 Dossier relatif à la création par la SA Ciments Meuse-Brabant d'un nouveau chemin entre Bois Laiterie et la route de Bois-de-Villers. 1923. 1 chemise
- 627 Dossier relatif aux dégradations extraordinaires de la voirie. 1959-1965. 1 chemise
- 628 3. VOIRIE NATIONALE
Dossier relatif aux travaux d'égouttage sur la route de l'État traversant la commune. 1893-1908. 1 chemise
- 629 Dossier relatif à la création d'une nouvelle route Namur - Dinant. 1966-1967. 1 chemise
- C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
1. COURS D'EAU NON NAVIGABLES
- 630 Dossier relatif au voutement et au détournement du ruisseau "le Burnot" par la SA Ciments Meuse-Brabant. 1907, 1924, 1931. 1 chemise
- 631 Dossier relatif au curage du ruisseau "le Burnot". 1928. 1 chemise
- 632 Dossier relatif à la demande d'autorisation pour la construction

d'un mur le long du ruisseau "le Burnot". 1928.

1 chemise

633 Dossier relatif à l'établissement du plan général et à la détermination des points d'origine des cours d'eau. 1954-1969.

1 chemise

634 Dossier relatif à la création d'un étang avec prise et rejet d'eau dans le ruisseau "le Burnot" sur le terrain cadastré section A, n° 3c. 1959-1960.

1 chemise

635 Dossier relatif à la remise dans son cours normal du ruisseau "le Burnot" par la SA Warnant. 1960-1961.

1 chemise

636 Dossier relatif à la demande du collège du Sacré-Cœur de Profondeville de voûter une partie du ruisseau "le Burnot". 1961, 1969.

1 chemise

637 Dossier relatif au projet d'amélioration du ruisseau "le Burnot". 1967-1968.

1 chemise

638 Plan des cours d'eau. 23 juin 1969.

1 pièce

2. COURS D'EAU NAVIGABLES

639 Dossier relatif à l'exploitation du passage d'eau sur la Meuse. 1841-1859.

1 chemise

640 Dossier relatif aux travaux de rectification de la Meuse. 1959.

1 chemise

641 Lettres de la SA SODETRA et de la commune relatives à l'approvisionnement en eau du chantier de construction d'un mur de quai sur la Meuse. 7 février 1959, 12 février 1959.

2 pièces

D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

642 Dossier relatif à l'établissement de fontaines à Bois Laiterie. 1858, 1870-1899.

- 1 chemise
- 643 Dossier relatif à l'établissement d'un réseau de bornes-fontaines. 1905-1910. 1 chemise
- 644 - 646 DOSSIERS RELATIFS AUX TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DES CAPTAGES D'EAU. 1923-1939.*
- 644 Source de Forchifond. 1923. 1 chemise
- 645 Nouvelle source. 1930-1931. 1 chemise
- 646 Source de Castagne. 1937-1939. 1 chemise
- 647 Dossier relatif à l'extension du réseau. 1924-1925, 1955-1956. 1 chemise
- 648 Procès-verbal des essais de réception définitive de la station de refoulement. 21 septembre 1938. 1 pièce
- 649 Dossier relatif à l'entretien du réseau. 1947-1971. 1 chemise
- 650 Dossier relatif aux raccordements de particuliers. 1955-1976. 1 chemise
- 651 Dossier relatif à l'établissement d'un nouveau réseau. 1960-1970. 1 chemise
- 652 Dossier relatif à la limitation de la consommation d'eau potable. 1960-1976. 1 pièce
- 653 - 654 DOSSIERS RELATIFS À L'AMÉLIORATION DU NOUVEAU RÉSEAU. 1970-1976.*
- 653 1970-1972. 1 liasse
- 654 1972-1976. 1 liasse
- 655 Dossier relatif au recensement des ressources aquifères

souterraines. 1971-1973.

1 chemise

656 Dossier relatif aux statistiques de l'eau. 1972-1974.

1 chemise

657 Règlement communal du service des eaux. 12 avril 1973.

1 pièce

658 Dossier relatif à l'équipement d'un puits artésien situé au lieudit "les Sept Meuses". 1976-1977.

1 chemise

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

659 Contrat de fourniture d'électricité. 2 décembre 1913.

1 pièce

660 Dossier relatif à l'extension du réseau. 1961-1970.

1 chemise

661 Attestation de nomination du délégué de la commune à l'assemblée de l'Association intercommunale d'électricité de Sambre-et-Meuse (INTELSAM). 6 avril 1965.

1 pièce

3. ÉCLAIRAGE PUBLIC

662 Dossier relatif à la modernisation du réseau. 1957-1967.

1 chemise

4. TÉLÉPHONE

663 Dossier relatif à l'extension du réseau. 1920-1973.

1 chemise

664 Dossier relatif au raccordement téléphonique des ouvrages d'art des écluses de Rivièr et d'Hun. 1968.

1 chemise

5. RADIO ET TÉLÉVISION CÂBLÉES

665 Dossier relatif à l'établissement d'une antenne de télévision provisoire par le collège du Sacré-Cœur de Burnot dans le bois communal. 1963-1969.

1 chemise

666 Dossier relatif à l'établissement d'une tour tubulaire au lieudit "les

Sept Meuses". 1966-1968.

1 chemise

667 Dossier relatif à l'établissement du réseau de télédistribution. 1972-1976.

1 chemise

668 Dossier relatif à la participation de la commune dans l'Intercommunale namuroise de télédistribution (INATEL). 1973-1976.

1 chemise

6. TRANSPORTS EN COMMUN

669 Dossier relatif à l'établissement d'une voie ferrée temporaire le long du chemin n° 10 pour relier les usines à cuivre situées dans la commune. 1881, 1885.

1 chemise

670 Dossier relatif à l'exploitation de lignes de taxis. 1949.

1 chemise

671 Dossier relatif à l'exploitation des lignes d'autobus et à la construction d'abris pour voyageurs. 1949-1975.

1 chemise

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. PLANS DE SECTEUR

672 Dossier relatif à l'élaboration du plan de secteur de Namur. 1966-1972.

1 chemise

2. PLANS COMMUNAUX

673 Dossier relatif à l'élaboration des plans d'aménagement généraux et particuliers. 1945-1976.

1 liasse

3. PERMIS DE BÂTIR

674 Dossier relatif aux alignements de voirie. 1860-1955.

1 chemise

675 Dossier relatif aux demandes de permis de bâtir. 1945-1946.

1 chemise

-
- 676 Dossier relatif aux statistiques des permis de bâtir. 1952-1976.
1 chemise
- 677 Correspondance relative aux demandes d'autorisation de permis de bâtir. 1963-1975.
1 chemise
- 678 Attestation d'autorisation de placement de bordures sur la propriété de Laurent. 1er septembre 1966.
1 pièce
- 679 Dossier relatif à l'autorisation de bâtir sur les parcelles cadastrées section A, n° 443p, 445t2 et 445z, incluses dans une zone verte. 1967-1975.
1 chemise
- 681 Correspondance relative à la transformation sans autorisation d'un bien rural en habitation. 1971-1972.
1 chemise
4. PERMIS DE LOTIR
682 Lettres d'un notaire et du bourgmestre relatives à un éventuel lotissement d'un verger le long du ruisseau "le Burnot". 12 septembre 1962, 14 septembre 1962.
2 pièces
- F. PROTECTION DES MONUMENTS ET SITES*
683 Dossier relatif au classement du site de la montagne de Rouillon. 1944-1946.
1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

- 684 Dossier relatif aux assurances scolaires. 1960-1971. 1 chemise

B. CADRE GÉNÉRAL

- 685 Extrait du questionnaire d'enquête scolaire sur les écoles privées. [Fin XIXe siècle]. 1 pièce

C. ORGANISATION

- 686 Dossier relatif à la suppression de l'école gardienne. 1939-1940. 1 chemise

- 687 Dossier relatif aux congés scolaires. 1961-1976. 1 chemise

- 688 Dossier relatif à la réouverture de l'école gardienne. 1963. 1 chemise

- 689 Dossier relatif à la suppression de classes primaires. 1972-1976. 1 chemise

- 690 Dossier relatif à la rationalisation de l'enseignement. 1974-1975. 1 chemise

D. ÉQUIPEMENT, PERSONNEL ET FINANCES

- 691 Dossier relatif au mobilier scolaire. 1906. 1 chemise

- 692 Dossier relatif aux traitements. 1954-1977. 1 chemise

- 693 Dossier relatif aux subventions. 1960-1976. 1 chemise

E. OBLIGATION SCOLAIRE

- 694 Dossier relatif aux enfants en âge de fréquenter les cours. 1936-1974. 1 chemise

F. ACTIVITÉS SCOLAIRES ET PARASCOLAIRES

- 695 Dossier relatif aux examens cantonaux. 1964-1974. 1 chemise
- 696 Dossier relatif à l'organisation d'animations socio-culturelles. 1971-1974. 1 chemise

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

- 697 Dossier relatif à l'organisation de la fête du centenaire de l'indépendance de la Belgique. 1929-1930. 1 chemise
- 698 Dossier relatif à l'octroi de subsides communaux aux associations culturelles et touristiques. 1938-1939, 1951-1973.
- 699 Dossier relatif à la bibliothèque communale. 1944-1950. 1 chemise
- 700 Dossier relatif à l'organisation des commémorations et de la fête du Roi. 1954-1973. 1 chemise
- 701 Dossier relatif à l'éventuel établissement d'un camping. 1955. 1 chemise
- 702 Lettre du Touring Club de Belgique et réponse de la commune relatives à l'impraticabilité du sentier touristique du bois des chênes à cause de la surabondance de chenilles. 28 mai 1956, 29 mai 1956. 2 pièces
- 703 Lettre d'un particulier et réponse de la commune relatives à l'établissement d'un camp scout. 6 avril 1957, 11 avril 1957. 2 pièces
- 704 Dossier relatif aux sentiers touristiques. 1957-1970. 1 chemise
- 705 Dossier relatif aux recensements des établissements hôteliers. 1965-1973. 1 chemise
- 706 Dossier relatif aux recensements des installations sportives. 1966-1971. 1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

707 Dossier relatif aux gardes forestiers. 1862, 1878, 1902, 1948-1963.
1 chemise

708 Dossier relatif au travaux forestiers et à l'exploitation des bois.
1874-1972.
1 chemise

709 Dossier relatif aux recensements agricoles. 1946-1971.
1 chemise

710 Dossier relatif aux dégâts agricoles. 1954-1971.
1 chemise

B. ÉLEVAGE

711 Dossier relatif à la lutte contre les maladies du bétail. 1955-1964.
1 chemise

C. INDUSTRIE ET ARTISANAT

712 Correspondance générale entre la commune et la cimenterie, et
pièces afférentes. 1899-1907, 1920-1940, 1952-1954, 1964.
1 chemise

713 Questionnaires du gouvernement provincial relatives à la liste des
carrières en exploitation. 25 janvier 1934, 31 janvier 1940.
2 pièces

714 Lettre du bourgmestre relative au recensement des moulins à eau.
20 février 1954.
1 pièce

715 Dossier relatif aux attestations d'activité. 1962-1969.
1 chemise

716 Dossier relatif au décompte des tonnages extraits des carrières et
des transports fluviaux. 1966-1968.
1 chemise

D. COMMERCE

717 Dossier relatif au contrôle des commerçants ambulants. 1947-
1970.
1 chemise

718 Dossier relatif aux congés hebdomadaires. 1961-1975.
1 chemise

XV. AFFAIRES SOCIALES

719 - 720 LIVRES DE CAISSE DE LA SOCIÉTÉ MUTUALISTE "LES MONTAGNARDS PRÉVOYANTS". 1895-1942.

- 719 Volume 1. 1 volume
- 720 Volume 2. 1 volume
- 721 Dossier relatif aux secours et indemnités accordés aux victimes d'inondations. 1910, 1920-1921, 1925-1926. 1 chemise
- 722 Registre des bénéficiaires de la pension de vieillesse. 1921-1950. 1 pièce
- 723 Dossier relatif aux pensions de vieillesse. 1940-1976.
- 724 Dossier relatif à la participation de la commune au service d'aides familiales. 1965-1976. 1 chemise

XVI. RELATIONS AVEC LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA SAINTE-TRINITÉ

A. PERSONNEL

- 725 Dossier relatif au renouvellement des membres. 1903-1912, 1921-1924, 1966-1975. 1 chemise

- 726 Dossier relatif aux traitements et indemnités. 1950-1965. 1 chemise

B. PATRIMOINE

- 729 Lettre du commissaire d'arrondissement signalant l'érection de l'église en succursale. 30 août 1838. 1 pièce

- 730 Dossier relatif à la concession d'une tribune dans l'église pour la famille de Pierpont. 1857-1858. 1 chemise

- 731 Lettre du commissaire d'arrondissement et extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatives à la prise de possession d'une parcelle de bois au lieudit "Bois du curé". 4 mars 1891, 11 mars 1891. 2 pièces

C. FINANCES

- 732 - 736 BUDGETS ANNUELS. 1931-1976.
732 1931-1939. 1 chemise
- 733 1940-1949. 1 chemise
- 734 1950-1959. 1 chemise
- 735 1960-1969. 1 chemise
- 736 1970-1976. 1 chemise

- 737 737 - 741 COMPTES ANNUELS. 1931-1976.
1931-1939. 1 chemise
- 738 1940-1949. 1 chemise
- 739 1950-1959. 1 chemise
- 740 1960-1969. 1 chemise
- 741 1970-1976. 1 chemise
- 742 État de frais dus à Maître Didion, avoué. [1834-1841]. 1 pièce
- 743 Copie du jugement relatif à la rente due par Jean Lambert. 23 décembre 1836. 1 pièce
- 744 Dossier relatif aux bordereaux de créance hypothécaire. 1845, 1860. 1 chemise
- 745 Correspondance générale relative aux subsides et placements. 1850-1861. 1 chemise